La Société des Amis des Noirs (1788-1799). Contribution à l'histoire de l'abolition de l'esclavage

Claude Mazauric

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/928>

DOI : 10.4000/ahrf.928

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 1999

Pagination : 554-556

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Claude Mazauric, « La Société des Amis des Noirs (1788-1799). Contribution à l'histoire de l'abolition de l'esclavage », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 317 | juillet-septembre 1999, mis en ligne le 10 avril 2006, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/928> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.928>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

La Société des Amis des Noirs (1788-1799). Contribution à l'histoire de l'abolition de l'esclavage

Claude Mazauric

RÉFÉRENCE

Marcel Dorigny, Bernard Gainot, *La Société des Amis des Noirs (1788-1799). Contribution à l'histoire de l'abolition de l'esclavage*, Paris, UNESCO, 1998, col. «Mémoire des Peuples», 396 pp. + tableaux des séances + index nominum.

- 1 Voici un ouvrage d'une très remarquable utilité. Dans le champ des études révolutionnaires, qui en effet n'a jamais rencontré la Société des Amis des Noirs? On lui a prêté beaucoup d'influence ou d'importance politique: tantôt tenue pour subversive, bientôt reçue comme attentiste ou modérée, la Société et ceux qui y ont adhéré, protagonistes avérés ou supposés, ont toujours été précédés ou suivis d'une «réputation». Rares pourtant ont été les historiens qui sont allés y voir de près... De ce fait le premier et le plus grand mérite de Dorigny et Gainot sera d'avoir offert, en un seul volume de construction très intelligente le recueil des sources relatives à l'histoire de la Société des Amis des Noirs à la communauté des historiens et simultanément aux humains de notre temps qui tiennent la traite et l'esclavage colonial pour une tache indélébile, inscrite à jamais au passif de l'histoire de l'Occident européen sur le grand martyrologe des peuples. La lecture de ce livre nécessaire donnera à chacun des raisons d'éprouver de la honte mais en même temps que la souffrance, des raisons contradictoires de ne pas désespérer.
- 2 Le livre se compose de deux grandes parties, précédées chacune d'introductions précises et claires. Première partie: la Société, première manière. Cette partie est

relative aux trois premières années d'existence de la Société, du 19 février 1788, date de sa fondation à Paris, jusqu'au moment où les effets de crise produits par l'insurrection de Saint-Domingue conduiront à l'interruption des travaux de la Société. Le volume reproduit le contenu des 173 feuillets du registre des délibérations jusqu'à la date du 11 juin 1790 mais nous savons de sources indirectes, que la Société continua de se réunir plus ou moins assidûment jusqu'en septembre 1791 comme le suggère le discours de Brissot aux Jacobins le 12 du même mois «sur la nécessité de maintenir le décret du 15 mai 1791 relatif aux hommes libres de couleur». Au total, de la page 61 à la page 295 du présent recueil, se suivent P.V. de réunions avec mention des présents, extraits de rapports ou de délibérations, lecture et évocation de correspondances... bref tout ce qui a trait à une activité sociétale, largement inscrite dans le modèle de la sociabilité philosophique et politique que nous connaissons fort bien. La reproduction de ce registre fait l'objet de tous les éclaircissements nécessaires grâce aux 607 notes de tout premier ordre, de caractère biographique, historique ou historiographique, que Marcel Dorigny a établies en complément d'une magistrale présentation en 44 pages de cette première partie; ce texte nous éclaire sur tout ce qui relève des enjeux comme des incertitudes, de l'exigence comme des résistances, que révèle l'opinion abolitionniste.

- 3 Seconde partie: Bernard Gainot y a rassemblé les pièces directes comme les P.V. des séances, indirectes comme le sont divers documents reproduits en annexes, en les accompagnant de 101 notes infrapaginales, les pièces donc qui sont relatives à la seconde vie de la Société des Amis des Noirs. Celle-ci s'est réunie, *au moins*, 31 fois de novembre 1797 (frimaire an VI) au 30 mars 1799 (germinal an VII). Cet ensemble documentaire du plus grand intérêt est précédé de 16 pages d'introduction, d'un tableau des séances assorti du nombre des participants aux réunions – le maximum de 23 présents étant établi à la date du 9 mai 1798, les minima le 30 décembre 1798, 9 janvier 1798 et 30 mars 1799 lors de la dernière séance – puis d'un diagramme (cf. p. 368) visant à rendre compte et à mesurer le degré d'influence du lobby abolitionniste qu'incarne toujours sous le Directoire, la Société des Amis des Noirs, nouvelle manière.
- 4 Donner à lire les sources en les accompagnant d'un appareil de notes et d'une présentation savante: telle est bien la vocation première de l'historien. Mais, sauf à demeurer le scribe, l'historien doit aussi se faire interprète. Or ce que nous montrent Dorigny et Gainot, c'est que dès son origine la Société des Amis des Noirs, société constituée de publicistes et de penseurs disciples des Lumières, est profondément abolitionniste. Une société politique donc, et non seulement «philanthropique», décidée à intervenir dans la sphère publique pour imposer une autre législation. À cette fin, la Société parisienne se considère elle-même comme partie d'un mouvement universel et «internationaliste» – n'aurait-on pas dû écrire «cosmopolite»? – en relation directe avec le mouvement anglais qui l'avait précédée dans cette voie. L'action de la première société, on le savait, n'a jamais cependant été fondée sur le principe du tout ou rien – en quoi elle est éminemment une société politique – et ses objectifs ont été hiérarchisés: d'abord obtenir un accord international d'abolition de la traite, puis établir un plan de sortie de l'esclavage aux colonies sur deux ou trois générations, réorganiser enfin et parallèlement le mode du faire-valoir colonial. Mirabeau, La Fayette, Condorcet, Clavière, Brissot, tout comme Grégoire, ne furent pas des subversifs mais profondément abolitionnistes avec des arguments quelquefois différents, ils attendaient tout de l'action législative (cf. p. 34). De ce fait, la levée en masse des esclaves de Saint-Domingue déstabilisa complètement la Société: désormais l'issue dépendait d'un rapport de forces inscrit dans le recours à la violence insurrectionnelle

d'en bas et non plus dans un système de transition qui aurait transformé, comme on avait pu l'imaginer lors de la séance du 2 décembre 1789, les «esclaves des colonies» en «serfs de glèbe». Aucun des protagonistes de la Société n'était préparé à faire face à de telles éventualités sanglantes! Penchant politiquement dès 1790 vers le brissotinisme, la Société des Amis des Noirs qui avait tant fait pour déshonorer l'esclavage et disqualifier l'argumentation colonialiste dominante (cf. p. 249), se révéla infantile quand il se fût agi de prendre parti dans les luttes en allant au-delà du décret du 4 août 1792 accordant la pleine qualité de citoyens aux seuls hommes libres de couleur.

- 5 Bernard Gainot replace avec force la question de la traite et de l'esclavage dans le cadre du riche débat colonial sous le Second Directoire, lequel s'inscrit d'ailleurs dans les rapports de forces établis entre la «droite conservatrice» et les «démocrates républicains». Ici, l'action de Grégoire est vraiment très importante. Pièces à l'appui, Gainot démontre, notamment à travers les débats dans les conseils, que le redressement militaire dans l'espace colonial, posait la question de la législation modifiée par le décret du 16 pluviôse. Restauration coloniale et rétablissement de l'esclavage comme le suggéraient les Clichyens? Ou poursuite du combat abolitionniste en réorganisant l'économie et le mode de vie colonial – on lira avec beaucoup d'intérêt le commentaire de Dupuch, ex-député de la Guadeloupe, daté du 30 messidor an VI et reproduit à la page 375 du recueil –? C'est ici que les «papiers Grégoire» déposés à Paris à la Bibliothèque de Port-Royal deviennent décisifs car ils sont les seuls qui nous permettent de suivre de près l'existence de la «Seconde société», le «réseau» qui se construit autour d'elle, regroupant quelques survivants de la «Première société» comme Lanthenas, Servan, Frossard, outre Grégoire lui-même, cherchant à influencer la représentation nationale, les détenteurs de fonctions exécutives ou, plus simplement, les journalistes et les publicistes. Évidemment des oppositions se sont manifestées au sein de la Société: fallait-il assimiler les colonies à l'espace national et s'opposer à l'exclusivisme particulariste, celui des colons comme celui de Toussaint? Fallait-il encourager l'autonomie centrifuge des colonies alors que la guerre avec l'Angleterre se poursuivait? L'évolution politique intérieure et la campagne révisionniste ne donnèrent guère aux abolitionnistes conséquents l'occasion d'affiner leur argumentation: ainsi se préparait en sous-main le rétablissement de «l'ordre esclavagiste» (p. 397).
- 6 Au total, un ouvrage d'une rare richesse documentaire qui, synthétiquement, donne à voir l'importance, non seulement symbolique au regard de la question de l'égalité des droits, mais plus encore politique, des débats relatifs à la traite, à l'esclavage et à l'ordre colonial pendant la crise révolutionnaire. L'histoire de l'émancipation humaine avance de manière chaotique: ce n'est pas le moindre mérite des auteurs de nous avoir rappelé la place de la Révolution française, comme moment et comme moteur, dans le processus de crise en question. Qu'ils en soient vivement remerciés.